

Conférence de presse du comité national contre les initiatives phytos extrêmes du 9 mars 2021

Oui à l'eau propre, mais pas à celle que promet l'initiative

Discours de Colette Basler, agricultrice, députée au Grand Conseil PS argovien

Nous voulons tous une eau potable propre et un environnement sauf. Et à vrai dire, nous aimerions tous acheter uniquement des produits agricoles biologiques dont la production ne pollue pas l'eau. C'est un fait ! Bien entendu, mon parti soutient toute initiative qui profite à l'environnement. En qualité de connaissance et de représentante de l'agriculture, je peux toutefois vous assurer à coup sûr que l'initiative « eau propre » ne profitera pas à l'eau potable, bien au contraire. Elle sera hélas même plutôt néfaste pour l'environnement dans son ensemble. À l'heure actuelle, déjà 75 % de l'empreinte écologique liée à notre consommation est générée à l'étranger. Si le peuple venait à accepter cette initiative, nous devrions nous procurer encore plus de produits agricoles à l'étranger. Deux raisons expliquent cet avenir :

1. Davantage d'importations nuisibles pour l'environnement

Malgré le désir d'une Suisse plus écologique, voilà des années que les produits biologiques n'occupent que 10 % des parts de marché. Oui, 10%. Bien souvent, les producteurs biologiques peinent à écouler leurs produits. Si l'initiative venait à passer, ces producteurs, qui doivent déjà se plier à des normes de production figurant parmi les plus strictes au monde, devraient en plus se passer de certains produits phytosanitaires qu'ils utilisent à l'heure actuelle. Il en résulterait des pertes de rendement, lesquelles donneraient lieu à davantage d'importations. Les pesticides ne se retrouveraient alors plus dans notre eau potable, mais finiraient tout droit dans nos assiettes en quantités beaucoup plus importantes.

En matière de bien-être animal et de biodiversité, les normes en vigueur en Suisse figurent parmi les plus strictes au monde. Même celles s'appliquant aux exploitations non biologiques. Lors de votre prochain voyage à l'étranger, vous pourrez constater de visu la souffrance des animaux détenus dans des conditions atroces, puis abattus dans des conditions encore plus atroces. Voyez rien qu'en France ou en Allemagne ces monocultures aspergées de pesticides à tout bout de champ, où les insectes, les oiseaux ou les lièvres ne s'aventurent plus. Nous devons comprendre que cette vision de l'étranger pourrait devenir une réalité en Suisse si les rendements venaient effectivement à diminuer.

Le colza indigène, avec lequel est produite par exemple l'huile de table, ne peut être cultivé sans certains produits phytosanitaires. Des importations encore plus importantes d'huile de palme ne sauraient le substituer. Si l'alimentation des animaux n'est plus possible qu'avec les fourrages produits sur place, nombre d'exploitations devront renoncer à l'élevage. L'augmentation des importations, en particulier d'œufs ainsi que de viande de volaille et de porc produits dans des conditions inconnues, en sera la conséquence directe. Et des chiffres publiés l'avant-dernière semaine révèlent que la Suisse n'a jamais mangé autant de viande que pendant la pandémie de 2020.

2. Abandon des paiements directs et modes de production plus nuisibles pour l'environnement

Les producteurs de fruits et de légumes feraient eux aussi les frais de l'initiative « eau propre ». Ils dépendent peu des paiements directs, mais ont besoin de certains produits phytosanitaires. Supposons à présent qu'ils renoncent à tout paiement direct, ce que beaucoup feront si l'initiative est acceptée : l'eau potable se retrouvera encore plus polluée, car ils auront moins de conditions à respecter. En outre, les exploitations agricoles qui renoncent aux paiements directs ne seront plus tenues d'allouer des terres à la biodiversité. Résultat : . Nous voulons tous une eau potable propre et un environnement sauf. Mais ce n'est pas cette initiative qui nous permettra d'atteindre cet objectif.